

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR

Décret relatif à la discipline de l'ordre national de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Par décret du Président du Sénat, exerçant provisoirement les fonctions du Président de la République, en date du 16 mai 1969, pris sur le rapport du Premier ministre et sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur, par application des dispositions du décret n° 62-1472 du 28 novembre 1962 portant code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, et notamment des articles R. 83, R. 92, R. 95, R. 104, R. 110, R. 153, R. 157 et R. 168, ont été prononcées les peines disciplinaires ci-après :

Est exclu de l'ordre national de la Légion d'honneur, rayé des contrôles de la médaille militaire, à partir de la date du décret et privé, en outre, définitivement du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Montigny (Pierre-Louis-Georges), ex-capitaine de réserve d'infanterie. Chevalier de la Légion d'honneur du 6 novembre 1956, médaillé militaire du 11 juillet 1947.

Sont rayés des contrôles de la médaille militaire, à partir de la date du décret et privés, en outre, définitivement du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Arnet (Arnost-Vaclav), adjudant d'infanterie métropolitaine, en retraite. Médaillé militaire du 31 décembre 1963.

Baudet (Marcel-Alexandre-Benjamin), gendarme en retraite. Médaillé militaire du 30 juin 1960.

Devoivre (Henri), sergent-chef en retraite. Médaillé militaire du 7 novembre 1962.

Esquembre (Henri). Médaillé militaire du 10 juin 1945.

Kempf (René-Victor), ex-sergent du 1^{er} régiment étranger. Médaillé militaire du 30 juin 1962.

Larmerier (Maurice-Louis), ex-sous-lieutenant de l'arme du train. Médaillé militaire du 30 juin 1962.

Mohy (Guy-Jean), adjudant-chef de l'armée de l'air, en retraite. Médaillé militaire du 30 juin 1963.

Samson (Robert-Ernest). Médaillé militaire du 31 décembre 1961.

Simon (Guy-Henri-Alexis), sergent-chef, en retraite. Médaillé militaire du 20 août 1960.

Zazoua (Hamadou). Médaillé militaire du 17 janvier 1962.

Est suspendu pendant dix ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire et privé, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Lenne (Jacques), sergent-chef d'infanterie métropolitaine, en retraite. Médaillé militaire du 30 juin 1959.

Est suspendu pendant six ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire et privé, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Leparc (Yves-Marie), sergent-major de réserve. Médaillé militaire du 30 juin 1960.

Est suspendu pendant cinq ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire et privé, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Beaufay (Roger-Marcel), sergent-chef du génie, en retraite. Médaillé militaire du 31 décembre 1961.

Est suspendu pendant deux ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de membre de la Légion d'honneur et de médaillé militaire et privé, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Lauchard (Helmut), ancien adjudant-chef d'infanterie métropolitaine. Chevalier de la Légion d'honneur du 26 octobre 1960, médaillé militaire du 21 juillet 1954.

Sont suspendus pendant deux ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire et privés, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Bideau (Hervé-Guy-Daniel), adjudant d'artillerie de marine, en retraite. Médaillé militaire du 30 juin 1960.

Boudi (Jean-André). Médaillé militaire du 7 novembre 1962.

Cinna (Voustad-Saint-Just). Médaillé militaire du 31 décembre 1963.

Est suspendu pendant un an, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de membre de la Légion d'honneur et privé, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

D'Hoker (Raymond-Marius), commandant du cadre spécial d'officier de réserve de l'armée de terre. Chevalier de la Légion d'honneur du 9 février 1963.

Sont suspendus pendant un an, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire et privés, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Devillers (Bernard-François-Marcel), adjudant d'infanterie métropolitaine, en retraite. Médaillé militaire du 31 décembre 1961.

Ville (Serge-Edgard), adjudant-chef de l'armée de l'air. Médaillé militaire du 31 décembre 1961.

Est suspendu pendant six mois, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire et privé, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Ricatte (Raymond-Jean), adjudant de l'arme blindée et cavalerie. Médaillé militaire du 7 novembre 1962.

Décret relatif à la discipline de la médaille militaire.

Par décret du Président du Sénat, exerçant provisoirement les fonctions du Président de la République, en date du 16 mai 1969, pris sur le rapport du Premier ministre et sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur, par application des dispositions du décret n° 62-1472 du 28 novembre 1962 portant code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, et notamment des articles R. 83, R. 96, R. 104, R. 153, R. 157 et R. 168, a été prononcée la peine disciplinaire ci-après :

Est suspendu pendant dix ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire et privé, en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Wustefeld (Wilhelm-Johannes), ex-sergent-chef d'infanterie métropolitaine. Médaillé militaire du 17 janvier 1962.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

JEUNESSE ET SPORTS

Création du brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, modifié pour les tableaux qui lui sont annexés par arrêté du 1^{er} décembre 1967 ;

Vu le décret n° 68-673 du 25 juillet 1968 portant transfert au Premier ministre d'attributions relatives à la jeunesse et aux sports ;

Vu le décret n° 68-674 du 25 juillet 1968 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 6 août 1968 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive, comportant une option Gymnastique sportive masculine et une option Gymnastique sportive féminine, qui confère à ses titulaires le droit d'assurer contre rémunération l'entraînement aux niveaux régional et national de gymnastes masculins ou de gymnastes féminines suivant l'option choisie.

Art. 2. — Délégation est accordée à la fédération française de gymnastique, dans les conditions prévues à l'article 1^{er} de la loi

du 6 août 1963 modifiée, à l'effet de délivrer sous le contrôle du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, le brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive.

Art. 3. — Pour être admis à se présenter aux épreuves de l'examen du brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

1° Etre âgé de vingt ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen. Cet âge est ramené à dix-neuf ans pour les candidates.

2° Etre titulaire du diplôme de moniteur (2^e degré) délivré au plus tard au cours de l'année précédant celle de l'examen par la fédération française de gymnastique dans les conditions déterminées par la commission interfédérale réunie à l'institut national des sports les 19 et 20 décembre 1967.

3° Etre moniteur actif d'une association affiliée soit à la fédération française de gymnastique, soit à l'une des fédérations multisports affinitaires ayant participé aux travaux de la commission citée au 2^e ci-dessus, ou assurer un enseignement de gymnastique sportive à l'école normale supérieure d'éducation physique de jeunes gens ou de jeunes filles, ou à une classe, ou à une section préparatoire à la première partie du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive.

4° Etre titulaire d'un brevet de secourisme délivré par le service national de la protection civile du ministère de l'intérieur ou par la Croix-Rouge française. Toutefois, cette condition ne sera pas exigée des candidats et candidates qui se présenteront aux sessions de 1969 et de 1970.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature à l'examen du brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive, les intéressés doivent faire parvenir directement à la fédération française de gymnastique, deux mois au moins avant la date de l'examen, un dossier comprenant :

Une demande d'autorisation à se présenter à l'examen faisant ressortir leur niveau d'instruction générale et, en outre, leur expérience acquise dans le domaine de la gymnastique sportive ;
Une fiche d'état civil ;
Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

Les attestations des autorités responsables certifiant qu'ils remplissent les conditions prévues à l'article 3 (§§ 2°, 3° et 4°) ;
Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement de la gymnastique sportive datant de moins de trois mois.

Art. 5. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive est nommé par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, et constitué comme suit :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, ou son représentant, président.

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant.

Le président de la fédération française de gymnastique ou son représentant.

Le directeur technique national de la gymnastique ou son représentant.

Huit éducateurs titulaires du brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive (dont au moins deux entraîneurs féminins si des candidates sont inscrites à l'examen). Lorsque le nombre des candidats est supérieur à vingt, le nombre de ces éducateurs est majoré d'une unité par trois candidats ou par fraction de trois candidats.

Un médecin.

Art. 6. — L'examen du brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive comporte :

Des épreuves écrites ;
Des épreuves de pédagogie pratique et de démonstration ;
Des épreuves orales.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 8 aux épreuves de pédagogie pratique et de démonstration est éliminatoire, après décision du jury.

I. — Epreuves écrites.

Ces épreuves consistent en deux compositions portant :

L'une sur un sujet d'anatomie et de physiologie élémentaires du programme de la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive (voir annexe I) (durée : deux heures ; coefficient 2) ;

L'autre sur un programme de mécanique appliquée et de technique sportive (voir annexe I) (durée : trois heures ; coefficient 3).

II. — Epreuves de pédagogie pratique et de démonstration.

Ces épreuves consistent en :

1° La présentation d'une séance d'exercices préparatoires spécifiques se rapportant au programme faisant l'objet de l'annexe II du présent arrêté (coefficient 2).

2° L'enseignement à un groupe d'élèves entraînés d'éléments de gymnastique sportive supérieure se rapportant à chacune des spécialités mentionnées à l'annexe II du présent arrêté :

Coefficient 4 pour les candidats à l'option Gymnastique sportive masculine. Ces candidats tirent au sort un agrès d'appui et un agrès de suspension.

Coefficient 2 pour les candidats à l'option Gymnastique sportive féminine.

3° La démonstration d'exercices tirés au sort se rapportant à chacune des spécialités prévues au programme du diplôme de moniteur (second degré) de la fédération française de gymnastique.

Chaque exercice est noté sur 20 et affecté du coefficient 0,5.

Pour l'ensemble des exercices :

Coefficient 3 pour les candidats à l'option Gymnastique sportive masculine.

Coefficient 2 pour les candidats à l'option Gymnastique sportive féminine.

Pour cette troisième épreuve, la note égale ou inférieure à 8 prévue comme éliminatoire, après décision du jury, correspond à celle obtenue pour l'ensemble des exercices.

4° Pour les candidats à l'option Gymnastique sportive féminine, la composition et la présentation commentée, sur une musique imposée, d'un exercice au sol conçu pour une gymnastique de valeur nationale d'une durée de quarante-cinq à soixante secondes. Un délai de quinze minutes est accordé aux candidats pour préparer cette épreuve (coefficient 2).

III. — Epreuves orales.

Ces épreuves, au nombre de quatre, comportent :

1° Deux exposés relatifs aux techniques d'agrès. Un temps de quinze minutes est laissé aux candidats pour préparer chacun de ces exposés. Un temps égal leur est donné pour les prononcer.

Pour les candidats à l'option Gymnastique sportive masculine, les sujets sont choisis dans les techniques non tirées au sort pour l'épreuve de pédagogie pratique des intéressés.

Pour les candidats à l'option Gymnastique sportive féminine, ils sont déterminés après tirage au sort entre sol et poutre pour le premier exposé et entre saut et barres asymétriques pour le second.

Les deux notes correspondant à ces exposés sont affectées chacune du coefficient 1.

2° Deux interrogations relatives :

L'une aux règlements techniques des concours de gymnastique sportive (coefficient 1).

L'autre à l'organisation des fédérations sportives sur les plans national, régional et départemental ainsi qu'à l'organisation des fédérations sportives internationales (coefficient 1).

Art. 7. — Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive les candidats doivent avoir obtenu une moyenne générale de 14 sur 20, soit 252 points pour l'option Gymnastique sportive masculine et 238 points pour l'option Gymnastique sportive féminine, sans note éliminatoire.

Art. 8. — Sur proposition du jury, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la jeunesse et des sports arrête la liste des candidats et des candidates définitivement admis à l'examen.

Art. 9. — Le brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive pourra être délivré sur titres et sans examen aux personnes qui en feront la demande dans les conditions prévues à l'article 6 (1^{er} alinéa) de la loi susvisée du 6 août 1963 modifiée en justifiant de la possession du diplôme d'entraîneur délivré par la fédération française de gymnastique.

Art. 10. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté susvisé du 30 juillet 1965 modifié est complétée par le brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive.

Art. 11. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1969.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur de l'éducation physique et des sports,
MARCEAU CRESPIN.

NOTA. — Le programme des épreuves sera publié au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.